

en question peuvent être utilisées. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons à soutenir le projet du Conseil fédéral qui répond parfaitement à la mission du Service de renseignement de la Confédération.

A l'article 6g alinéa 2, il y a une proposition de minorité Graf-Litscher. La commission a rejeté la proposition défendue par Madame Graf-Litscher, par 18 voix contre 5 et 2 abstentions. Selon la majorité de la commission, cette proposition aurait l'effet d'attribuer un nouveau rôle au Service de renseignement de la Confédération, à savoir celui d'examiner l'opportunité d'une poursuite pénale. Cela reviendrait à le faire fonctionner comme une première instance chargée d'une enquête pénale. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons à soutenir le projet du Conseil fédéral et à rejeter la proposition de la minorité.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.064/10 010)

Für den Antrag der Mehrheit ... 125 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 6e, 6f

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 6g

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Graf-Litscher, Allemann, Fridez, Jositsch, Voruz)

Abs. 2

Sind Erkenntnisse des NDB geeignet, andere Behörden ... der öffentlichen Ordnung zu unterstützen, so stellt der NDB ihnen diese unter Wahrung des Quellschutzes unverzüglich und aus eigener Initiative zur Verfügung.

Art. 6g

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Graf-Litscher, Allemann, Fridez, Jositsch, Voruz)

Al. 2

Lorsque les renseignements du SRC peuvent être utiles à d'autres autorités pour mener une poursuite pénale ... le SRC les met sans délai et spontanément à la disposition ...

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Der Minderheitsantrag ist bereits begründet worden.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.064/10 011)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 45 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Art. 6h–6m; Gliederungstitel vor Art. 7; Art. 7 Titel; 7a; Gliederungstitel vor Art. 8; Art. 8 Titel; Gliederungstitel vor Art. 9; Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 6h–6m; titre précédent l'art. 7; art. 7 titre; 7a; titre précédent l'art. 8; art. 8 titre; titre précédent l'art. 9; ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.064/10 012)

Für Annahme des Entwurfes ... 167 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(10 Enthaltungen)

13.104

Schweizer Beteiligung an der KFOR. Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes

Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 29.11.13 (BBI 2013 9595)

Message du Conseil fédéral 29.11.13 (FF 2013 8617)

Nationalrat/Conseil national 13.03.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(Clottu, Borer, Bortoluzzi, Fehr Hans, Geissbühler, von Siebenthal)

Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Clottu, Borer, Bortoluzzi, Fehr Hans, Geissbühler, von Siebenthal)

Ne pas entrer en matière

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: L'arrêté qui vous est soumis porte sur une nouvelle prolongation, la cinquième, de la participation de la Suisse à la Kosovo Force (KFOR). La KFOR a été mise sur pied en 1999 suite à l'adoption d'une résolution par l'ONU. La Suisse y participe depuis octobre 1999 au travers de la Swisscoy.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les tragiques événements à l'origine du déploiement de la KFOR, mais il est indubitable que l'intervention de cette force multinationale a réussi à pacifier le pays en profondeur. Quinze ans après son déploiement, six ans après la déclaration d'indépendance du Kosovo, on peut dire clairement que la situation du pays s'est notablement améliorée, mais qu'elle reste cependant fragile. Au niveau institutionnel, la ratification en avril 2013 d'un accord de normalisation des relations entre Belgrade et Pristina représente un premier espoir d'apaisement entre Serbes et Kosovars. Mais le papier se laisse écrire, et il ne s'agit que d'une ébauche de normalisation.

Il est probable que c'est la perspective d'une adhésion à l'Union européenne qui est à l'origine de l'ouverture dont ont fait preuve tant les Serbes que les Kosovars dans cette démarche. Mais au moins les discussions ont débuté avec notamment la volonté de trouver un statut adéquat aux populations serbes du nord du Kosovo. Il est particulièrement question de la constitution d'une association des communes serbes du Kosovo, soit un regroupement des communes du Kosovo composées en majorité d'une population serbe. Mais avec quel statut? quelle autonomie? Tout reste à faire. La situation du pays sur le plan de la sécurité s'est quasiment normalisée dans la plus grande partie du pays. Le climat y est calme, si l'on excepte le nord où différentes communautés se côtoient. Mais on n'y assiste plus à des actes de violence comme par le passé en raison sans doute de la présence de la KFOR. Un autre problème sécuritaire non ré-

glé est celui de la criminalité, un mal endémique. La situation économique du Kosovo reste précaire. Les investissements font défaut. Le taux de chômage est extrêmement élevé.

Le produit national brut par habitant équivaut environ à dix pour cent de celui de la moyenne des pays de l'Union européenne. Financièrement, le pays est sous perfusion de l'aide internationale mais également des fonds envoyés par les membres de sa diaspora. Celle-ci est très importante, notamment en Suisse. Le Kosovo compte environ 2 millions d'habitants, et la diaspora 800 000 personnes, dont 200 000 en Suisse. L'Allemagne détient le record avec 400 000 Kosovars.

Il faut bien reconnaître que la situation économique qui prévaut en Europe plombe d'autant les possibilités de décollage économique du Kosovo. A noter que la Suisse préside l'OSCE en 2014, ce sera au tour de la Serbie en 2015. La Suisse a fait de la question des Balkans occidentaux l'une des priorités de sa présidence.

L'arrêté fédéral portant sur la prolongation de la participation de la Suisse à la KFOR contient les éléments suivants. Premièrement, l'arrêté vise à prolonger l'engagement de la Swisscoy jusqu'au 31 décembre 2017.

Deuxièmement, le nombre de soldats qui composent le contingent est augmenté à un maximum de 235 militaires au lieu de 220 pour s'adapter aux besoins. La Suisse, qui commande un détachement régional interarmées dans la partie Nord du Kosovo, a fait ses preuves, et l'OTAN souhaite maintenir ce détachement. Les 15 postes nécessaires seraient transférés dans le contingent normal, ce qui explique le chiffre de 235 militaires.

Troisièmement, afin d'avoir les moyens de s'adapter rapidement à une éventuelle dégradation de la situation et à des besoins de renfort, le Conseil fédéral prévoit à l'article 2 de pouvoir «renforcer à court terme de 60 personnes au plus le contingent suisse, pour une durée maximale de quatre mois».

Cet arrêté a suscité des débats nourris au sein de la commission avec deux positions très distinctes. La première souhaite la poursuite de l'action de la Swisscoy au sein de la KFOR avec un soutien aux demandes d'adaptation en nombre réclamé par le Conseil fédéral. Pour les tenants de cette position, la Suisse ne peut se désengager. La promotion de la paix est primordiale, et la Suisse est fortement engagée en faveur du Kosovo, en reconnaissant son indépendance et en s'engageant sur le terrain en faveur du développement de ce nouvel Etat.

La présence d'une importante diaspora en Suisse est un élément important. Stabiliser la situation sur place, c'est potentiellement le moyen de réduire l'immigration chez nous. Une proposition de minorité Clottu réclame la fin de cette aventure et demande de ne pas entrer en matière. Pour elle, la Suisse n'a pas à s'impliquer militairement dans ce conflit. Une aide avec des moyens financiers et une aide au développement doivent, selon elle, suffire. Les tenants de cette seconde position s'opposeront aussi à l'extension du nombre de soldats pouvant être engagés.

Lors du vote au sein de la commission, l'entrée en matière a été acceptée par 15 voix contre 6 et 2 abstentions. A l'article 1, par 15 voix contre 8, il a été décidé de porter le contingent à 235 militaires au lieu de 220, comme demandé par le Conseil fédéral. A l'article 2, par 17 voix contre 6, la commission a accepté le principe de l'engagement transitoire pour une durée maximale de quatre mois de 60 militaires supplémentaires en fonction des besoins. Au vote final, le projet du Conseil fédéral a été accepté par 15 voix contre 6 et 2 abstentions.

Fischer Roland (GL, LU), für die Kommission: Die Schweizer Armee beteiligt sich seit Oktober 1999 mit einem Kontingent an der sogenannten Kosovo Force, der KFOR. Es handelt sich um die sogenannte Swiss Company oder kurz ausgedrückt Swisscoy. Der Einsatz erfolgt auf der Basis der Resolution 1244 der Vereinten Nationen vom 10. Juni 1999, und am 23. Juni 1999 fasste der Bundesrat den Entscheid für

eine Beteiligung der Schweiz. Die Schweizer Beteiligung an der KFOR wurde am 12. September 2001 von der Bundesversammlung genehmigt, und die Beteiligung wurde seither mit weiteren Bundesbeschlüssen bis Ende 2014 verlängert. Die Swisscoy setzt sich aktuell aus bis zu 220 freiwilligen Angehörigen der Armee zusammen. Der Bundesrat kann zusätzlich eine temporäre Aufstockung des Bestandes um 80 Personen für maximal ein Jahr genehmigen.

Mit seiner Botschaft vom 29. November 2013 beantragt der Bundesrat nun, den Swisscoy-Einsatz bis zum 31. Dezember 2017 zu verlängern. Gleichzeitig beantragt der Bundesrat auch, den Maximalbestand von gegenwärtig 220 auf 235 Armeeangehörige anzuheben. Hingegen soll der maximale Bedarf an temporären Aufstockungen gesenkt werden. Heute ist eine Aufstockung um 80 Angehörige der Armee während zwölf Monaten möglich. Neu soll das bestehende Kontingent um höchstens 60 Armeeangehörige für längstens vier Monate erhöht werden können.

Ihre Kommission beantragt Ihnen mit 15 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen, auf die Vorlage einzutreten und ihr gemäss dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen. Eine Minderheit der Kommission beantragt Ihnen Nichteintreten.

Die Hauptaufgabe der KFOR besteht darin, in Kosovo ein sicheres Umfeld zu schaffen und dadurch den Aufbau des jungen Staates Kosovo zu unterstützen, denn diese Aufgabe kann noch nicht von lokalen Sicherheitskräften wahrgenommen werden. Neben der schlechten wirtschaftlichen Lage und Defiziten im rechtsstaatlichen Bereich gehört vor allem die instabile Sicherheitslage in den hauptsächlich von Serben bewohnten Gemeinden im Norden zu den grössten Herausforderungen von Kosovo. Im Gegensatz zu den kosovo-serbischen Gemeinden im Süden, die sich weitgehend in das politische System integriert haben und die mit der Zentralregierung in Pristina auch kooperieren, stehen die kosovo-serbischen Gemeinden im Norden in Opposition zu den staatlichen Institutionen.

Allgemein wird damit gerechnet, dass es noch Jahre dauern wird, bis es den kosovarischen Sicherheitskräften gelingen wird, die Sicherheit im Norden zu gewährleisten. Deshalb ist auf absehbare Zeit eine internationale militärische Präsenz in Kosovo erforderlich. Die Präsenz der KFOR wird jedoch stetig und in Abhängigkeit von der Sicherheitslage reduziert. Es ist nicht so, dass es in Kosovo keine Fortschritte gibt – das wäre ein falsches Bild –, aber die Fortschritte geschehen einfach sehr langsam. Es braucht seine Zeit. Auch die Swisscoy hat ihr Leistungsprofil seit dem Einsatz laufend angepasst. Die Veränderungen waren stets auf die Bedürfnisse der gesamten KFOR ausgerichtet und berücksichtigen die Möglichkeiten der Schweizer Armee, ihre besonderen Stärken einzubringen.

Jetzt ist es so, dass die allgemeine Truppenpräsenz der KFOR zwar reduziert wird, dass das aber auf das Schweizer Detachement nicht zutrifft. Dies ist vor allem deshalb der Fall, weil das Schweizer Detachement sogenannte Sockelleistungen erbringt. Dabei handelt es sich vor allem um die sogenannten Liaison and Monitoring Teams sowie um Logistik- und Geniedienstleistungen. Hier ist zu erwähnen, dass die Schweiz gerade auch im Rahmen dieser Dienstleistungen bei den Konfliktparteien im Norden Kosovos ein sehr hohes Ansehen und eine grosse Akzeptanz geniesst.

Die Minderheit der Kommission lehnt die Beteiligung der Schweiz an der KFOR zum einen aus grundsätzlichen Gründen ab. Zum andern befürchtet sie, dass die Schweiz in einen Konflikt hineingezogen werden kann. Die Mehrheit der Kommission ist jedoch der Ansicht, dass die Schweiz zusammen mit den anderen beteiligten Staaten der KFOR eine Verantwortung hat, zur Stabilisierung Kosovos beizutragen. Eine stabile Situation in Kosovo ist im ureigenen Interesse der Schweiz und Europas. Sie ist auch eine zentrale Voraussetzung dafür, dass sich in Kosovo eine stabile wirtschaftliche Entwicklung einstellen kann.

Ich beantrage Ihnen somit im Namen der Mehrheit der Kommission, auf die Vorlage einzutreten.

Clottu Raymond (V, NE): Pour la minorité, la Suisse n'a pas sa place dans cette force multinationale, car notre pays doit officier en tant que médiateur. Nous contestons le fait que des soldats suisses fassent partie d'une force militaire, cela n'est pas compatible avec notre neutralité.

Permettez-nous de vous rappeler que les tensions sont de plus en plus vives au Kosovo. Cette région est une véritable poudrière et le risque que la Suisse soit prise dans un conflit totalement incontrôlable est toujours plus grand. Autre constat: les autres Etats impliqués diminuent leurs effectifs. En conclusion: afin de reconstruire ce tout jeune pays, la Suisse doit intervenir à l'échelon diplomatique et sur le terrain avec du personnel civil et non pas des soldats. Par conséquent, je vous invite à ne pas entrer en matière sur une prolongation de l'engagement de la Swisscoy. Concernant la proposition de la minorité à l'article 1, dans la même logique, il est évident que la minorité s'oppose à une augmentation des effectifs. Du reste, d'autres Etats ont décidé de diminuer les leurs.

Nous vous invitons à soutenir la proposition de la minorité pour l'engagement jusqu'au 31 décembre 2017 de 220 soldats suisses au plus.

Allemann Evi (S, BE): Ich spreche im Namen einer Mehrheit der SP-Fraktion, welche auf die Verlängerung der Schweizer Beteiligung an der multinationale Kosovo Force eintreten will.

Die Schweiz hat sich von Beginn weg an der KFOR-Friedenstruppe beteiligt. Ein jetziger Rückzug des schweizerischen Kontingents würde von unseren europäischen Partnern nicht verstanden und könnte angesichts des nach wie vor klar ausgewiesenen Bedürfnisses nach Truppen als unsolidarischer Akt empfunden werden.

Aus Sicht der SP sprechen vier Hauptgründe für die Weiterführung des Schweizer Engagements in Kosovo:

1. Die militärische Friedensförderung ist eine Voraussetzung für das zivile Engagement der Schweiz.
2. Wir stehen für eine aktive Aussenpolitik ein.
3. Die Sicherheit und Stabilität auf dem Balkan ist uns nicht egal.
4. Auch Gründe der inneren Sicherheit sprechen für den Einsatz.

Gerne sage ich zu allen vier Argumenten kurz ein paar erläuternde Worte.

In erster Linie unterstützt die SP die zivilen Instrumente der Friedensförderung. Aber uns ist bewusst: Wenn sich die zivile Friedensförderung voll entfalten soll, braucht sie ein stabiles und sicheres Umfeld. Das kann in Kosovo nur durch die militärische Friedensförderung garantiert werden. Das Engagement der Schweiz in Kosovo stützt sich denn auch auf drei Pfeiler: die technische Zusammenarbeit, die zivile Friedensförderung und die Swisscoy. Es braucht alle drei Pfeiler. Die Swisscoy bildet den kleinstmöglichen militärischen Beitrag, den die Schweiz leisten kann, damit sie sich in der Region aussenpolitisch nicht vollständig isoliert. Ein Rückzug der Swisscoy würde die zivile Arbeit der Schweiz in der Region aus aussenpolitischen Gründen massiv erschweren. Wer unter internationalem «burden sharing» Rosinenpikerei versteht, macht sich unglaublich.

Die KFOR kann die Sicherheit und Stabilität nicht absolut garantieren. Das ist uns auch klar. Aber ohne KFOR wäre die Sicherheitslage garantiert schlechter. Im Bereich des Schutzes und der Integration der Minderheiten ist noch sehr viel zu tun. Gerade das aber spricht für die multinationale Schutztruppe, denn ohne diese würde es den Roma und anderen Minderheiten in Kosovo noch schlechter gehen.

Schliesslich sprechen Gründe der inneren Sicherheit für eine Weiterführung unseres Einsatzes. Denn ein gewaltfreier, sicherer und mit Zukunftsperspektiven versehenes Kosovo ist für die Schweiz von besonderem Interesse, da die innere Sicherheit der Schweiz direkt mit der Stabilität in Kosovo verbunden ist. Rund 10 Prozent aller Kosovarinnen und Kosovaren leben in der Schweiz. Was auf dem Balkan und speziell in Kosovo geschieht, hat deshalb stets eine ziemlich direkte Rückkoppelung auf die Situation bei uns in

der Schweiz. Die Schweiz hat im europäischen Vergleich ein besonders hohes Interesse an einem sicheren und stabilen Kosovo. Wir profitieren auch unmittelbar von den multilateralen Anstrengungen, von der zivilen Hilfe und vom Aufbau eines politischen, sozialen und wirtschaftlichen Umfeldes mit Zukunftsperspektiven und von der Präsenz internationaler Friedenstruppen. Umso mehr müssen auch wir unseren Beitrag leisten und dürfen jetzt nicht mitten im laufenden Spiel aussteigen.

Es ist richtig, den Einsatz weiterzuführen. Wir haben keine Not, heute im Bundesbeschluss bereits das Ende des Einsatzes per 31. Dezember 2017 festzuschreiben, wie es der Einzelantrag Rutz Gregor will. Falls eine erneute Verlängerung angezeigt wäre, könnte das Parlament dann zu gegebener Zeit entscheiden, wie es weitergehen soll. Jetzt bereits die Türe zuzuschlagen ist absurd und verantwortungslos, denn wer weiß schon, was in vier Jahren auf dem Balkan geschieht, wie dann die Situation vor Ort aussieht. Natürlich hoffen wir alle, dass sich die Situation gerade in Kosovo weiter verbessert und stabilisiert, sodass sich die internationalen Truppen dereinst wirklich ganz zurückziehen können. Aber das heute schon vorwegzunehmen wäre nicht richtig.

Ich bitte Sie also, einzutreten und die Anträge der Minderheiten sowie den Einzelantrag Rutz Gregor abzulehnen.

Haller Vannini Ursula (BD, BE): Die BDP-Fraktion wird dieser «Courant-normal-Vorlage», wie sie Bundesrat Maurer anlässlich der Beratung bezeichnet hat, zustimmen. Courant normal ist es deshalb, weil wir diese Verlängerung im Dreijahresrhythmus immer wieder erneut bestätigen müssen. Die BDP-Fraktion wird dem Bundesbeschluss und damit der Fortführung des Einsatzes der Swisscoy aber vor allem deshalb zustimmen, weil sie überzeugt ist, dass es richtig ist, dass die KFOR auf der Grundlage der Resolution 1244 des Uno-Sicherheitsrates eine friedenserhaltende Mission im Gebiet von Kosovo erfüllt und sich die Schweiz seit Oktober 1999 mit einem Kontingent an der internationalen Friedenstruppe beteiligt. Denn es muss im Interesse unseres Landes liegen, die Stabilität des Westbalkans, vor allem von Kosovo, mit unserer Hilfe zu unterstützen. Eine Verschlechterung der Sicherheitslage in Kosovo würde sich – es wurde bereits bestätigt – auch auf unser Land negativ auswirken.

Zugegeben, es sind bereits vier Jahre ins Land gezogen, seit einige Mitglieder der Sicherheitspolitischen Kommissionen des National- und des Ständerates die Gelegenheit hatten, Kosovo und damit die Swisscoy-Truppen zu besuchen. In unzähligen Gesprächen mit unterschiedlichsten Personengruppen konnten wir uns überzeugen, welche Arbeit wie mit wem gemacht wird. Herr Clottu, Sie haben vorhin eigentlich dem diplomatischen Weg das Wort geredet. Wir waren auch beim Schweizer Botschafter in Pristina. Ich würde sagen: Das eine, die Diplomatie, tun, das andere, die friedensfördernden Massnahmen mit den Swisscoy-Truppen, nicht lassen. Das ist die richtige und solidarische Devise, die es hier weiterhin zu verfolgen gilt.

Aus den erwähnten Diskussionen von damals, aber auch aus Gesprächen mit Menschen, mit Männern und Frauen, die diesen Dienst geleistet haben, habe ich erfahren, dass die Bevölkerung vor Ort sehr grosses Vertrauen in diese Einsätze hat und auch unsere Swisscoy-Truppen dieses Vertrauen geniessen.

Wir wissen es, wir haben es gehört: Sehr viel hat sich noch nicht entsprechend schnell geändert. Aber es gilt hier eben, die notwendige Geduld zu haben. Unsere Hilfe vor Ort ist weiterhin gefragt, nicht zuletzt deshalb, weil die Deza und das Seco mit vielen kleinen, sinnvollen Projekten versuchen, in diesem Land Stabilität und damit auch Ruhe zu schaffen. Dies ist aus unserer Sicht ein wichtiger Weg, auch wenn man über den militärischen Nutzen für unsere Armee diskutieren könnte. Wenn es ein humanitärer Beitrag ist, muss uns das, einmal mehr, recht sein. Und ich würde sagen: Auch aus migrationspolitischen Gründen, Herr Clottu, ist es sicher richtig, wenn wir in Kosovo Hilfe zur Selbsthilfe leisten, dann brauchen Sie sich weniger darüber zu beklagen.

gen, dass Menschen in unser Land kommen, die Sie eigentlich nicht hier haben möchten.

Rund 4500 Armeeangehörige haben sich – freiwillig, wohlverstanden – seit Beginn dieser Mission in Kosovo in unterschiedlichsten Aufgabengebieten engagiert. Nicht nur der Nutzen für die Armee, sondern auch derjenige für die Zivilgesellschaft ist gross. Ich lade Sie ein, einmal die Website der Swisscoy zu besuchen. Sie können dort sehr viele Einträge von Armeeangehörigen lesen, die sich vor Ort engagiert haben. Dieses Wissen, diese Erfahrung bringen sie hier in ihren Berufen ein, zum Beispiel als Lehrer oder im Gesundheitswesen. Das ist meiner Meinung nach eine ganz eindrückliche Bestätigung dafür, dass Auslandeinsätze für junge Menschen nur von Vorteil sein können.

Die BDP-Fraktion stimmt der Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes in Kosovo um drei weitere Jahre zu und bittet Sie, die Minderheitsanträge Clottu auf Nichteintreten und gegen die Aufstockung von 220 auf 235 Personen abzulehnen.

Fehr Hans (V, ZH): Es tut mir leid, wenn ich den Gottesdienst von vorhin – der alles sehr schön dargestellt hat, Frau Haller – stören muss. Etwas zynisch ausgedrückt, könnte man sagen: Lassen wir die Swisscoy in Kosovo, damit sie nicht an einem noch problematischeren Ort, z. B. in Afrika oder im Mittleren Osten, wo auch entsprechende Gelüste vorhanden sind, eingesetzt wird. Das wäre meines Erachtens der einzige Grund, aber dieser Grund ist natürlich nicht ehrlich gemeint, es wäre eine Notlösung.

Warum empfehle ich Ihnen im Namen der SVP-Fraktion, die Minderheit Clottu zu unterstützen, also Nichteintreten auf die Vorlage, keine Verlängerung des Einsatzes und keine Aufstockung? Schauen Sie, der ganze Swisscoy-Einsatz ist mit mehreren grossen Problemen behaftet, vor denen wir die Augen nicht verschliessen dürfen. 1999 hat man den Einsatz erstmals gemacht. Man hat gesagt, er sei nur für eine kurze Zeit vorgesehen, für ein paar Jahre. Fast alle haben Ja gesagt. Ein paar Jahre später hat man gesagt, die Situation habe sich gebessert, aber noch nicht genug, man müsse weiterfahren. Ein paar Jahre später folgte das gleiche Lied. Ein paar Jahre später nochmals das gleiche Lied. Heute kommt wieder das gleiche Lied, es gehe bis 2017, wahrscheinlich noch länger.

Der Swisscoy-Einsatz ist finanziell ein Fass ohne Boden, und die Bilanz weist wesentlich mehr Nachteile als Vorteile auf. Man sagt, seit Kosovo unabhängig geworden sei – dazu hat ja Frau Calmy-Rey massgeblich beigetragen und dadurch zum Beispiel Serbien neutralitätswidrig massiv verärgert –, sei die Situation nicht wie vorausgesagt besser geworden. Die Sicherheitslage ist nicht besser, sondern eher schlechter geworden. Wir können jetzt immer weiter Kontingente dorthin schicken, das Lied wird immer das gleiche sein.

Einige behaupten, dieser Einsatz beinhaltet einen enormen Ausbildungsgewinn für die Schweizer Armeeangehörigen, für Soldaten, Unteroffiziere und Offiziere. Das ist ein Witz. Dieser Ausbildungsgewinn, wenn er überhaupt stattfindet, ist marginal. Wenn Sie punkto Ausbildungsgewinn konsequent wären, müssten Sie die Swisscoy – das ist aber ebenfalls eher zynisch gemeint – in echte Konflikt- und sogar Kriegsgebiete schicken. Dort könnte man sich einen Ausbildungsgewinn holen, aber das ersparen wir uns wohl lieber. Wenn Sie mit Militärfachleuten reden, ist der sogenannte Ausbildungsgewinn in Kosovo absolut marginal.

Schauen Sie zudem die Kosten an, und machen Sie eine einigermaßen ehrliche Vollkostenrechnung: Den Betrag von mindestens 50 Millionen Franken können Sie wesentlich besser und sinnvoller einsetzen.

Es stimmt, dass sich die Aufgaben der Swisscoy gewandelt haben. Früher haben sie Dächer gedeckt, Wasserleitungen geflickt. Was machen sie heute? Vor allem Transporte, handwerkliche Arbeiten und dann – es wurde erwähnt – dieses berühmte Monitoring. Wenn schon Monitoring, dann doch eher so: Schicken wir doch ein paar Dutzend Psychologen in diese Gebiete, die die Stimmung der Bevölkerung «spüren»;

da machen wir uns doch ehrlich gesagt falsche Vorstellungen.

Ich negiere überhaupt nicht, dass die über 200 Swisscoy-Leute qualifizierte Arbeit leisten können, aber ich würde mit einer symbolischen Formulierung sagen: Sie schiessen gut, aber sie schiessen auf die falsche Scheibe! Was die Swisscoy tut, ist im Grunde gar keine militärische Aufgabe, es ist vor allem eine zivile Aufgabe.

Darauf sollten wir uns besinnen: zivile Kräfte, das Rote Kreuz, humanitäre Einsätze, Friedensdiplomatie – das ist doch die Stärke der Schweiz. Ein Diplomat aus dem Mittleren Osten hat mir letzthin gesagt, dass wir doch nicht auch noch Soldaten irgendwohin schicken sollten, Soldaten gebe es genug auf der Welt. Die neutrale Schweiz muss sich auf ihre Kernkompetenzen im humanitären Bereich konzentrieren.

Darum bitte ich Sie, den Minderheitsanträgen zuzustimmen, nicht einzutreten und dieses Fass ohne Boden, das insgesamt mehr Nachteile als Vorteile bringt, zu stopfen.

Chopard-Acklin Max (S, AG): Herr Fehr, ich habe eine Frage an Sie: Sie haben die Neutralität der Schweiz herausgestrichen und gesagt, dass wir uns in der Welt nicht mit Waffen profilieren sollten. Wieso haben Sie der Lockerung der Waffenexportbestimmungen der Schweiz – der neutralen Schweiz – zugestimmt?

Fehr Hans (V, ZH): Herr Chopard, es tut mir leid, ich sehe keinen Zusammenhang zwischen den beiden Vorlagen. Ich kenne die Rüstungsindustrie der Schweiz relativ gut. Ich sage: Wir brauchen, wenn wir uns schützen und verteidigen wollen, eine minimale, lebensfähige, eigenständige Rüstungsindustrie. Ihre Frage geht am Thema vorbei.

van Singer Christian (G, VD): Les Verts reconnaissent que la Swisscoy a contribué à la stabilisation et à la pacification de la région. L'intervention de cette troupe suisse était conséquente. Il était important que la Suisse participe aux efforts de stabilité de l'Europe, d'autant plus qu'il existe une forte communauté kosovare dans notre pays. Mais la situation a évolué et nous sommes convaincus qu'aujourd'hui il faut que l'intervention suisse augmente dans le secteur civil et diminue dans le secteur militaire.

Or que nous proposons ce projet? C'est malheureusement le contraire. Alors que d'autres pays se désengagent et diminuent leurs effectifs, on nous propose dans ce message d'augmenter l'effectif maximal que peut engager la Suisse. C'est contradictoire aussi avec le but, reconnu dans le message, de diminuer progressivement notre engagement militaire.

C'est pourquoi, au nom du groupe des Verts, je vous invite en premier lieu à vous opposer à l'augmentation de ces effectifs – nous voterons ainsi non à l'augmentation de l'effectif des militaires suisses.

A propos de l'entrée en matière, ce qui nous gêne énormément, c'est que les membres de la minorité qui a déposé la proposition de non-entrée en matière, prétextant qu'il vaut mieux, effectivement, augmenter l'engagement civil, appartiennent à un groupe parlementaire qui, par la suite, s'oppose régulièrement, avec beaucoup de constance, de persévérence et de force, à toute augmentation des engagements civils de la Suisse pour l'aide à l'étranger.

C'est pourquoi, concernant le fait d'entrer en matière ou de ne pas entrer en matière, le groupe des Verts ou s'abstientra, ou suivra la minorité Clottu.

Perrinjaquet Sylvie (RL, NE): Le Conseil fédéral a soumis à notre commission un arrêté fédéral simple demandant de poursuivre jusqu'au 31 décembre 2017 l'engagement de la Swisscoy au Kosovo.

L'effectif du contingent, qui est actuellement limité à 220 militaires, passerait à 235, afin de pouvoir continuer de garantir un environnement sûr, qui ne peut pas toujours être assumé intégralement par des acteurs locaux.

Au vu de la situation actuelle dans la région, une augmentation de l'effectif doit pouvoir être envisagée, mais l'engagement peut être interrompu à tout moment par décision du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral désire avoir la possibilité d'ajouter au contingent actuel 60 militaires au maximum pour une durée ne dépassant pas quatre mois, en lieu et place d'un renforcement de 80 militaires pendant douze mois, cela pour assurer la maintenance et renforcer la sûreté en cas de menace accrue.

Les conséquences sur le plan financier seraient les suivantes: le budget passerait de 42,6 millions de francs à 44,2 millions. Le surcroît par rapport à la planification financière actuelle n'entraînerait pas de relèvement du plafond des dépenses de l'armée.

Les représentants du groupe radical-libéral de la commission sont entrés en matière sur ce projet, considérant que les missions, le calendrier et les coûts sont connus. Il a été constaté que la Swisscoy adapte à chaque fois sa présence sur le terrain en fonction des enjeux politiques et économiques, qui évoluent d'année en année.

Nous avons relevé l'exemplarité de la Suisse au Kosovo. La Swisscoy est une des rares troupes constituées de militaires non professionnels. La population l'a souvent reconnu. Notre système de milice est perçu comme une instance morale.

Il faut également mettre en évidence la maturité politique du Kosovo, qui est encore fragile. Les dernières élections datent de novembre 2013 et la mise en place des autorités a besoin d'être soutenue. En 2014 auront lieu des élections générales dans un environnement tendu entre Albanais et Serbes.

L'engagement de militaires suisses au Kosovo traduit également la volonté de la Suisse et du Conseil fédéral de favoriser la promotion de la paix.

La KFOR fournit un appui à la société civile, afin que la population prenne conscience de l'importance du rôle de ses nouvelles autorités ainsi que de la protection des droits humains.

Notre présidence à l'OSCE en 2014 donne également une légitimité à notre présence dans cette région. Le maintien de la stabilité dans les Balkans demeure une tâche centrale des Etats européens et va clairement dans le sens des intérêts de la Suisse. Il est à relever que 10 pour cent de tous les Kosovars vivent en Suisse.

Le groupe radical-libéral soutiendra l'arrêté fédéral qui nous est soumis et rejetera la proposition de la minorité Clottu, qui demande le statu quo. Ce dernier serait compris par nos partenaires comme un signe négatif et ne correspondrait pas à notre engagement actuel sur le terrain.

Romano Marco (CE, TI): L'impegno della Svizzera in Kosovo nell'ambito della missione internazionale KFOR è una dimostrazione concreta e positiva dell'impiego sussidiario dell'esercito svizzero nella promozione e nel mantenimento della pace. Il gruppo PPD/PEV sostiene questo decreto federale, entrerà in materia e respingerà tutte le proposte di minoranza.

La partecipazione della Svizzera alla KFOR va prolungata fino al momento in cui sarà necessario – oggi nessuno sa quando questo momento sarà arrivato. Si tratta di un impegno qualitativamente apprezzato e utile, sia in un'ottica di politica estera sia, molto rilevante, per i risvolti di politica interna. Diciamolo chiaramente: la Svizzera ha un interesse diretto nella stabilità del Kosovo, volenti o nolenti siamo legati a questo Paese. Il beneficio complessivo per la Svizzera è elevato. Si tratta di un investimento che darà frutti e non solo di un costo.

Con Swisscoy, la Svizzera e il suo esercito offrono – in un contesto difficile che muta rapidamente – servizi strategici con un'elevata professionalità. L'apprezzamento degli altri eserciti presenti è elevato. Penso ai trasporti speciali, alla logistica e al genio, senza voler dimenticare l'impegno di nessuno dei militi presenti. L'analisi di quanto fa quotidianamente Swisscoy mi pare essere la risposta migliore sia a chi reputa inutile l'esercito sia a chi si oppone di principio alle

missioni estere. La Svizzera, i nostri militi, prestano un servizio concreto, tangibile, in talune situazioni indispensabile, grazie alle proprie competenze personali e professionali, e grazie all'istruzione ricevuta nell'esercito.

Impegnarsi a favore del mantenimento della pace, al consolidamento delle istituzioni del Kosovo, nell'auspicio che si possa costruire un futuro di stabilità, è una risposta reale alla volontà di curare gli equilibri in un comprensorio che nei decenni scorsi ha conosciuto momenti di estrema difficoltà.

Proprio a quel tempo la Svizzera si dimostrò particolarmente attenta e disponibile ad accogliere famiglie in fuga dalle violenze. Oggi come allora è importante avere un'attenzione particolare alla stabilità del Kosovo. Una nuova crisi nel comprensorio avrebbe risvolti interni anche nella Svizzera, se pensiamo all'altissimo numero di famiglie provenienti da questa regione oggi naturalizzate svizzere o residenti nel nostro Paese.

E importante concludere invitando il Consiglio federale a non dimenticare la temporaneità della missione. Il gruppo PPD/PEV invita il Consiglio federale a ritirare i nostri militi non appena non ve ne sarà più necessità. Il Kosovo deve camminare a lungo termine sulle proprie gambe, ben allenate in questi anni dalla presenza svizzera.

Die CVP/EVP-Fraktion unterstützt die Schweizer Beteiligung an der KFOR. Wir stimmen der Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes zu. Das Interesse der Schweiz an einem gewaltfreien Kosovo ist nach wie vor gross, die Stabilität des Westbalkans, vor allem die Stabilität in Kosovo, ist unmittelbar mit jener der Schweiz verbunden. Der Einsatz soll so lange weitergeführt werden, wie er erforderlich ist. Die Fraktion wird darum den «kosmetischen» Minderheitsantrag ablehnen und der Vorlage zustimmen. Es ist bei dieser Mission angebracht, auch von einer Investition und nicht nur von Kosten zu sprechen.

Die CVP glaubt an die Friedensförderung als verfassungsmässigen Auftrag der Armee. Der langjährige Einsatz in Kosovo ist ein praktisches Beispiel für einen friedensfördernden Einsatz der Schweiz. Es ist ein qualitativ anspruchsvolles Unternehmen, bei dem die persönlichen und beruflichen Fähigkeiten der Angehörigen unserer Miliztruppe zum Einsatz kommen. Die etwa in den Bereichen Spezialtransporte und Technik erbrachten Leistungen werden sehr geschätzt und positiv bewertet.

Die Verlängerung ist ein Ja zur Weiterführung des Einsatzes, der aber nicht unbefristet sein darf. Die Schweizer Präsenz in Kosovo soll nur so lange fortgesetzt werden, wie es absolut nötig ist. Wir wünschen, dass Kosovo seine Zukunft selber gestaltet; momentan ist die Unterstützung der Schweiz aber noch nötig.

Der Einzelantrag Rutz Gregor ist auch abzulehnen. Die Beendung des Einsatzes im Jahre 2017 ist rein theoretisch, sie könnte schon im Jahre 2015 erfolgen. Wer kann die Lage zu einem bestimmten Zeitpunkt bereits heute kennen? Der Antrag ist verantwortungslos und rein deklamatorisch, da Sie grundsätzlich gegen diese Einsätze sind. Sie verstehen nicht, dass Sie mit solchen Anträgen grundsätzlich unsere Armee schwächen.

Flach Beat (GL, AG): Die Grünliberale treten auf dieses Geschäft ein. Wir werden dem Antrag der Mehrheit folgen und alle Minderheitsanträge ablehnen.

Die Schweiz ist keine Insel, auch wenn es Leute gibt, die das gerne so hätten, die sich das wünschen oder diese Vorstellung immer wieder verbreiten. Die Schweiz ist vielmehr ein Teil der Welt, der in nahem Kontakt und in engsten Beziehungen zu seinen Nachbarn in nah und fern steht – sozial, kulturell, aber vor allen Dingen natürlich auch wirtschaftlich. Diese Nachbarn helfen uns, unsere Sicherheit zu gewährleisten, zum Beispiel, wenn sie nachts unseren Luftraum sichern und verirrte Flieger eskortieren, weil unsere Luftwaffe hält immer noch nur zu Bürozeiten tätig ist. Sicherheit ist in Europa, gerade für ein kleines Land wie die Schweiz, nicht alleine zu erringen oder zu sichern. Vielmehr ist Sicherheit in Europa eine Verbundaufgabe.

Darum ist es richtig und auch wichtig, dass sich die Schweiz hier einzubringen versucht und dass wir im Rahmen unserer Möglichkeiten unseren Anteil zur Friedenssicherung leisten, bei unseren Nachbarn, aber auch in Kosovo, das heisst in der Heimat vieler Leute, die bei uns leben. Der Einsatz in Kosovo steht daher in der Tradition schweizerischer Friedensförderung und keineswegs in einem Konflikt zur schweizerischen Neutralität. Die Aufgabe in Kosovo ist für uns erfüllbar, weil sie geografisch begrenzt ist und weil sie auch nicht rein militärischer Natur ist. Die Bevölkerung dort schätzt den Einsatz, den unsere Frauen und Männer bei ihnen leisten. Der Einsatz dient der Sicherung demokratischer und rechtsstaatlicher Ordnung, ohne in diese einzugreifen oder die staatliche Souveränität in Kosovo zu untergraben. Unsere Armeeangehörigen sind in der Gegend anerkannt und geachtet.

Diese Faktoren sind wichtig für die Akzeptanz und auch für die Wirkung unseres Einsatzes. Auch wir hätten es gerne, wenn der Einsatz früher beendet werden könnte, aber im Moment sieht es nicht danach aus. Es ist nicht schweizerische Art aufzuhören, bevor der Auftrag erledigt ist. Leisten wir unseren Beitrag zur Friedensförderung und zur Stärkung der Sicherheit in diesem Gebiet, und geben wir dem Bundesrat und der Armee die Mittel dazu, die sie benötigen, um die Aufgabe auch im Sinne der KFOR zu erledigen.

Die Grünliberalen treten auf die Vorlage ein. Wir werden den Minderheitsantrag ablehnen, der eine Schwächung zur Folge hätte und den Handlungsspielraum derart einschränken würde, dass die Aufgabe, die wir dort übernommen haben, nicht mehr erfüllt werden könnte.

Nur ganz am Rande sei noch erwähnt, dass wir mit der Sicherung des Friedens in Kosovo ja auch unsere ureigensten Interessen schützen, weil wir eine sehr grosse Diasporagemeinde von Menschen aus diesem Gebiet bei uns haben. Nur schon aus migrationspolitischen Gründen haben wir alles Interesse daran, gerade in diesem Gebiet für Demokratie und Rechtsstaatlichkeit zu sorgen.

Ich bitte Sie daher, auf die Vorlage einzutreten, die Minderheitsanträge abzulehnen und stattdessen unseren Armeeangehörigen in Kosovo alles Gute zu wünschen und ihnen die nötigen Mittel zur Verfügung zu stellen.

Fehr Hans (V, ZH): Herr Flach, anerkennen Sie wenigstens die Tatsache, dass das Problem oder das Hauptproblem, wenn man ein solches Engagement eingeht wie in Kosovo, darin besteht, dass man nicht mehr herauskommt? Sie haben es jetzt ja selbst gesagt: in drei Jahren, in sechs Jahren, in neun Jahren. Das Hauptproblem ist doch: Man kommt nicht mehr heraus.

Flach Beat (GL, AG): Herr Fehr, danke für diese Frage. Es ist doch gar nicht gesagt, dass man nicht mehr herauskommt. Die Entwicklung steht im Moment fast still; das ist richtig. Es wird aber in der nächsten Zeit Wahlen geben. Wir werden sehen müssen, was wir da zu leisten vermögen, auch um diese Wahlen zu unterstützen. Wenn man die Aufgabe übernommen hat, für Sicherheit zu sorgen, und dann feststellt, dass sich die Realitäten nicht im erhofften Sinne entwickeln, kann man nicht sagen, dann lasse man es lieber sein. Ich bin dafür, entweder eine übernommene Aufgabe bis zum Ende auszuführen oder dann eine Aufgabe gar nicht erst anzunehmen. Hier haben wir etwas angenommen, was ich immer noch unterstützen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Der Bundesrat schlägt Ihnen die Verlängerung des Kosovo-Einsatzes um drei Jahre bis Ende 2017 vor und gleichzeitig die Aufstockung der Zahl der Armeeangehörigen von 220 auf 235. Er kompensiert das über die temporäre Aufstockung, die er entsprechend reduziert. Wo stehen wir in Kosovo fünfzehn Jahre nach dem Kriegsende? Vor fünfzehn Jahren war die Erwartung, dass sich die Lage sehr rasch stabilisieren würde, relativ hoch. Heute stellen wir fest, dass sich diese Erwartungen nicht erfüllt haben. Das müssen wir nüchtern und pragmatisch feststellen. Wenn wir die wirtschaftliche Entwicklung in Kosovo anschauen,

stellen wir fest: 45 Prozent der Leute in Kosovo sind arbeitslos, bei den Jugendlichen über zwanzig Jahren beträgt die Arbeitslosigkeit 70 Prozent. Kosovo ist nach wie vor ein Hort der organisierten Kriminalität, des Drogen- und des Menschenhandels; vieles läuft in diesem rechtsfreien Raum in Kosovo. Die Erwartungen, die man nach der Unabhängigkeitserklärung von Kosovo hatte, sind auch fünf Jahre später in keiner Art und Weise erfüllt. Das müssen wir einfach nüchtern feststellen. Wenn man die Situation in Kosovo heute beurteilt, deutet diese wohl darauf hin, dass noch eine Entwicklung notwendig ist, die Jahre, wenn nicht Jahrzehnte dauern wird. Es ist rückblickend festzustellen, dass die Erwartungen an die Entwicklungen in Kosovo zu hoch waren. Die Geschichte des Balkans, das, was dort während Hunderten von Jahren geschehen ist, lässt sich nicht in wenigen Jahren korrigieren.

Wenn wir die Situation in Kosovo sicherheitspolitisch analysieren, dann stellen wir aber Fortschritte fest. Die Sicherheitslage im Süden des Landes ist weitgehend stabil. Instabiler ist sie dagegen im Norden geworden, durch die Konflikte mit der serbischen Bevölkerung. Da helfen zurzeit die Anstrengungen von Serbien, Mitglied der EU zu werden; es zeigt deshalb in Kosovo eine gewisse Zurückhaltung. Im Norden brodelt es aber nach wie vor. Wir haben ein Interesse an der Stabilität in Kosovo als Land, weil wir eine grosse Diaspora von Kosovaren in der Schweiz haben; das wurde schon gesagt. Europa hat an einem stabilen Balkan ein noch grösseres Interesse als vielleicht noch vor einigen Wochen, dies in Anbetracht eines möglichen Wiederaufflackerns eines Ost-West-Konflikts. Europa hat deshalb alles Interesse daran, dass auf dem Balkan eine stabile Lage entsteht, die auch von Europa mit beeinflusst wird. Das Interesse an einem stabilen Balkan, an stabilen Verhältnissen in Kosovo, ist also wohl noch grösser geworden.

Wenn man dieses Interesse beurteilt, stellt sich jetzt die Frage: Mit welchen Mitteln kann die Schweiz ihre Interessen in Kosovo am besten wahrnehmen? Aufgrund meiner Besuche und aufgrund vieler Gespräche ergibt sich ein Bild, das vielleicht nicht auf den ersten Blick einleuchtend ist. Man würde ja meinen – das wurde auch gesagt –, man müsse jetzt zivil helfen, man müsse zivile Unterstützung anbieten, man müsse die Rechtsstaatlichkeit, die Polizei stützen. Das alles stimmt theoretisch. Wenn man aber die Situation in Kosovo anschaut, ist eigentlich das Militär die höchste moralische Instanz. Das Militär ist nämlich unbestechlich, das Militär hat Verständnis, das Militär sorgt für stabile Verhältnisse. In der Geschichte dieses Landes und dieser Bevölkerung waren alle anderen Organe immer korrupt – sei es das Parlament, sei es die Regierung. In diese Organe hat man noch kein Vertrauen. Ich habe bei meinem letzten Besuch im letzten Herbst mit verschiedenen Leuten gesprochen, und sie haben gesagt: «Das Militär kann sich erst zurückziehen, wenn wir eine eigene Armee haben; wir glauben nämlich nur an die Autorität und an die Unbestechlichkeit einer Armee.» Eigentlich ist das ja ein grosses Kompliment an die Schweizer Armee und damit auch an die Schweiz. Unsere Armeeangehörigen geniessen in Kosovo ein ausserordentlich hohes Vertrauen. Wenn man die Überlegung macht, dass wir in Kosovo die Lage stabilisieren möchten, dass wir mithelfen möchten, dass sich die Situation längerfristig verbessert, dann ist zurzeit der Einsatz des Militärs die beste Möglichkeit. Dies ist einfach deshalb der Fall, weil die Armee das Vertrauen der Bevölkerung geniesst – im Gegensatz zu allen anderen Organen, die dort tätig sind.

Hier stellen wir auch den Vorteil der Milizarmee fest. Wir sind das Land, das mit einem gemischten Kontingent kommt, mit Leuten mit einem zivilen Beruf, mit Lebenserfahrung; das Kontingent ist sozial durchmischt. Genau solche Leute haben das Vertrauen der Bevölkerung. Das ist ein Vorteil unseres Kontingents, das eine ausgezeichnete Arbeit leistet.

Der Bundesrat beantragt Ihnen also die Verlängerung dieses Einsatzes, er beantragt sie wiederum für drei Jahre. Wir können feststellen, dass sich die Aufgaben im Laufe des fünfzehnjährigen Einsatzes der Armee in Kosovo immer wieder geändert haben. Sie werden wohl auch in den nächsten drei

Jahren noch einmal an die Gegebenheiten angepasst werden müssen. Der Bundesrat ist der Meinung, dass die Verlängerung auf drei Jahre befristet und die Situation bzw. die Frage der Fortführung dann wieder neu beurteilt werden soll. Selbstverständlich haben Sie die Möglichkeit, diesen Einsatz nach diesen drei Jahren abzubrechen. Wenn Sie ihn verlängern, hat der Bundesrat die Möglichkeit, ihn innerhalb dieser drei Jahre zu ändern oder abzubrechen. Wir gehen aber nicht davon aus; wir gehen aufgrund des bisherigen und heutigen Engagements eher davon aus, dass der Einsatz eine Fortsetzung finden wird. In welcher Art er fortgesetzt werden wird, möchte ich im Moment offenlassen, aber die Situation ist derart instabil, dass eine Verlängerung des Engagements, in welcher Form auch immer, wohl auch in Zukunft angesagt sein wird, wenn wir ein Interesse an einem stabilen Balkan haben.

Sicherheitsbedingt ist der Bestand der KFOR, ausgehend von einem ursprünglichen Bestand von rund 12 000 Angehörigen, bereits zurückgefahren worden. Weil die Schweiz ihr Kontingent unverändert belassen hat, ist ihr prozentualer Anteil an den gesamten militärischen Kräften gestiegen. Er wird voraussichtlich noch einmal steigen, denn man geht zurzeit davon aus, dass es 2015 einen weiteren Abbauschritt geben könnte. Wir wären dann voraussichtlich immer noch mit dem gleichen Kontingent präsent.

Zur Stabilisierung ist gerade im Norden ein Einsatz mit Truppen zurzeit wohl das bestmögliche Instrument, weil einfach alle anderen Einsatzmöglichkeiten nicht glaubwürdig wären. Weil die Bewohner Kosovos in der Geschichte immer Probleme mit Korruption und Bestechlichkeit hatten, ist der Einsatz der Armee das bestmögliche Mittel.

Ich bitte Sie also, auf diese Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen. Die Verlängerung dieses Einsatzes bedeutet ein Engagement der Schweiz in einem Land, das nicht mit gleichen Massstäben zu messen ist, das eine andere Geschichte hat und das im Rahmen des Verselbstständigungsprozesses auf dem Balkan wohl noch während Jahren eine besondere Rolle spielen wird.

Müller Geri (G, AG): Herr Bundesrat, ich möchte nicht bestreiten, dass die Schweizer Armee dort einen sehr gut Job macht, auch meinerseits ein Kompliment. Aber was Sie gesagt haben, macht mich sehr nachdenklich. Sie haben nämlich gesagt, es sei nicht denkbar, ohne Armee für stabile Verhältnisse zu sorgen, und wenn diese Armee dann weg sei, dann brauche es eine kosovarische Armee. Sehen Sie nicht auch, dass wir damit etwas zementieren, das ein Problem des Balkans ist? Dabei ist eigentlich der Hintergrund der, dass wir in Kosovo ein völkerrechtliches Problem haben, eigentlich das gleiche Problem, das sich jetzt auch im Zusammenhang mit der Krim anmeldet. Sehen Sie diese Problematik nicht? Sehen Sie nicht, dass es eine diplomatische Lösung bräuchte und nicht eine militärische?

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich habe hier Leute aus Kosovo zitiert. Bei der dortigen Bevölkerung besteht ganz offensichtlich ein Bedürfnis nach einer Armee – einer eigenen Armee –, die für Stabilität im Innern sorgt. Die Geschichte hat diese Leute wahrscheinlich gelehrt, dass man immer eine Armee im Land hat, entweder die eigene oder eine fremde. Längerfristig sind die Bestrebungen, eine eigene Armee zu haben, durchaus verständlich, denn die Armee ist in jedem Land ein Faktor für Stabilität und für die innere Sicherheit. Das Bedürfnis der dortigen Bevölkerung ist ganz offensichtlich: wenn schon eine Armee, dann lieber eine eigene. Zurzeit hat Kosovo allerdings keine solche, also will die Bevölkerung lieber fremde Truppen, die für Stabilität sorgen.

Keller Peter (V, NW): Sehr geehrter Herr Bundesrat, Sie haben die Zahlen des Engagements der KFOR genannt. Diese sind zurückgegangen; ursprünglich waren es ja mehrere Zehntausend, dann 12 000, jetzt rund 5000, in naher Zukunft werden es ungefähr 2000 sein. Wenn Sie jetzt gleichzeitig die Lage in Kosovo als so instabil bezeichnen: Mit wel-

cher Begründung ziehen sich dann die anderen Armeen von diesem Engagement zurück?

Maurer Ueli, Bundesrat: Wenn Sie Kosovo heute betrachten, stellen Sie fest, dass die Lage im Süden weitgehend stabil ist. Dort ist heute auch die kosovarische Polizei im Einsatz und hat gewisse Aufgaben übernommen. Kritisch ist es nach wie vor im Norden. Dort herrscht nach wie vor Instabilität, die Bevölkerung ist gemischt. Wir haben es bei den Wahlen gesehen; die Wahlbeteiligung der serbischen Bevölkerung betrug bei den Gemeindewahlen weniger als 10 Prozent. Das ist ein Indikator für diese Unsicherheit, für diese Unruhe. Wir gehen davon aus, dass diese Stabilisierung im Norden weiterhin notwendig ist. Aber ich habe es gesagt: In Bezug auf die Sicherheit sind Fortschritte erzielt worden. Das rechtfertigt auch den Abbau der Truppen. Ob dieser weitere Schritt 2015 erfolgen kann, muss man dann noch einmal beurteilen. Aber sicherheitsmäßig ist man dabei, die Verantwortung in kosovarische Hände zu legen. Man ist aber der Meinung, man könne nicht zu weit gehen, um nicht zu riskieren, dass die Situation eskaliert.

Baader Caspar (V, BL): Herr Bundesrat, glauben Sie wirklich, man könne mit der Armee die zivile Friedensordnung in Kosovo wiederherstellen, vor allem, wenn man auch an die verschiedenen Ethnien, an die Serben und die Kosovaren, denkt? Es gibt ja Parallelen in der jüngsten Geschichte: Ich denke an den Golfkrieg, ich denke vor allem auch an Irak und an Afghanistan. Warum haben sich die anderen Armeen von dort zurückgezogen, bevor sie eine zivile Ordnung hergestellt hatten?

Maurer Ueli, Bundesrat: Man kann auch feststellen, dass parallel dazu der Aufbau der zivilen Ordnung erfolgt. Das Ganze läuft unter dem Titel Eulex. Die Ausbildung von Polizisten und Grenzwachtangehörigen erfolgt also parallel dazu. Das braucht tatsächlich mehr Zeit, weil ganz offensichtlich noch kein vollumfängliches Vertrauen in diese Institutionen besteht. Im Süden hat sich die Lage stabilisiert, da ist es besser, im Norden noch nicht. Aber ich bin durchaus Ihrer Meinung: Die Armee kann nicht auf Dauer die Stabilität sicherstellen, diese Aufgabe muss von zivilen Behörden übernommen werden. Aber zurzeit fehlt einfach noch das Vertrauen. Aufgrund meiner Besuche bin ich etwas desillusioniert, das muss ich Ihnen auch sagen. Ich glaube, es geht einfach noch länger; es braucht noch mehr Zeit, weil nur die Armee das Vertrauen der Bevölkerung hat und die übrigen Institutionen nicht.

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: J'aimerais faire quelques remarques sur différentes interventions.

Monsieur Clottu nous a expliqué que la situation au Kosovo était une véritable poudrière tout en proposant de se désengager. Qu'est-ce qui se passerait si la Suisse se désengageait et que des combats repartaient entre différentes ethnies dans la région? On aurait, très probablement, vu la diaspora très importante qui vit en Suisse, un nouvel afflux de réfugiés, situation que vous ne souhaitez clairement pas – il me semble. Maintenir la paix au Kosovo est un bon moyen de régler une grande partie des problèmes d'immigration de cette partie du monde.

Monsieur Hans Fehr a remis en question l'utilité de l'envoi de la Swisscoy. Il faut se tourner vers le passé: il faut savoir d'où l'on vient et d'où l'on est parti. Des drames absolument terribles faisant des milliers de victimes ont eu lieu dans les années 1990; le viol était utilisé comme arme de guerre; on a découvert des charniers. Dans certains cas, le devoir d'ingérence est une obligation morale. Nous défendons une neutralité active, c'est notre vision de la neutralité. Dans le même temps, Monsieur Hans Fehr a proposé une augmentation de l'aide au développement pour répondre à la situation du Kosovo. Et dans les faits – cela a été relevé dans de précédentes interventions –, l'UDC s'oppose en général à ce type de mesures une fois qu'on y est confronté.

Monsieur van Singer propose quant à lui de se désengager au niveau militaire et d'augmenter les efforts en faveur de l'engagement civil. Je constate en tout cas une cohérence dans la position du groupe des Verts sur ce sujet. On pourrait imaginer cette solution, mais pour la majorité de la commission ce qui compte en priorité, c'est une pacification du pays, qui est un préalable à toute chose.

Le processus démocratique est en cours, les Kosovars et les Serbes se reparlent – c'est important, mais c'est un processus fragile, qui demande du temps. Etant Jurassien, je sais qu'il faut souvent de longues années avant que des ennemis héréditaires se reparlent. La paix vient au bout du chemin, donc patience.

Clottu Raymond (V, NE): Cher collègue Fridez, si je comprends bien, si un conflit se déclarait au Kosovo, notre armée devrait y participer! C'est ce que vous venez de nous dire. Alors là, je ne suis pas d'accord.

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Monsieur Clottu, ce n'est pas tout à fait ce que j'ai dit. A un moment donné, il y a eu des conflits terribles dans cette région du monde. L'ONU a voté une résolution et a envoyé des troupes venant de nombreux pays, qui ont réussi à pacifier cet Etat. Actuellement, la plus grande partie du Kosovo est pacifiée. La zone du nord est en partie pacifiée. C'est vrai qu'il y a beaucoup de criminalité et que des tensions ethniques persistent. Actuellement, la KFOR est véritablement un élément déterminant pour la stabilisation sécuritaire de cette région du monde. Il ne faut donc pas la retirer. Il est clair que si, à un moment donné, les choses devaient se dégrader et des conflits terribles se déclareraient, il faudra peut-être en parler. Actuellement, ce dont il est question, c'est de maintenir la paix dans cette région. Et – cela a été répété par différents intervenants, également par Monsieur le conseiller fédéral Maurer – nos troupes sont appréciées et elles font un travail de stabilisation très efficace sur le terrain.

Müller Geri (G, AG): Cher compatriote du Jura, vous savez bien qu'il y a une différence entre le Jura et le Kosovo. Au Jura, il y a eu une votation du peuple suisse, des Jurassiens et des Bernois. Au Kosovo, le droit international a été sollicité en raison de la promesse faite de ne pas séparer le pays. Il y a donc une grande différence, car il y a eu une intervention extérieure, contrairement au Jura où le problème a été résolu de manière interne.

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Merci d'avoir posé votre question en français, c'est toujours plus agréable pour un Jurassien. (Hilarité) Je comprends mieux en tout cas.

Ce qui est certain, dans la situation du Kosovo, c'est qu'à un moment donné, l'intervention extérieure a été déterminante. Cela dit, dans toutes les situations où il existe des minorités, des tensions entre pays, et où on essaie de se partager des territoires, il faut trouver des compromis. Je pense que les propositions qui ont été faites à un certain moment étaient importantes et ont été utiles. Mais le temps passe; les Kosovars ont décidé de créer un Etat; la reconnaissance de l'Etat du Kosovo par toutes les parties n'est pas un fait évident. Mais les choses évoluent. Les Kosovars et les Serbes se reparlent; effectivement, les Serbes ont maintenant tendance à accepter des compromis parce qu'ils aimeraient entrer dans l'Union européenne. Je crois que la porte est ouverte et qu'il faut, par la stabilisation politique, donner le temps à ce processus d'aller jusqu'à son terme.

Fischer Roland (GL, LU), pour la Kommission: Lassen Sie mich noch ganz kurz als Kommissionssprecher zu einigen Aussagen Stellung nehmen.

Herr Clottu hat die Aufgaben der Armee angesprochen. Dazu ist zu sagen, dass es sich hier ja um ein Engagement im Rahmen einer friedenserhaltenden Mission der Uno handelt und dass dieses sehr wohl mit unserer Neutralität vereinbar ist. Der Erhalt des Friedens gehört ja zu den drei

Grundpfeilern der Aufgaben der Armee. Ich denke deshalb, dass dieses Engagement in Kosovo aus diesen Gründen durchaus gerechtfertigt ist.

Von Herrn Fehr wurden die Finanzen angesprochen. Es handelt sich nicht um ein Fass ohne Boden, sondern es handelt sich um einen Beitrag in der Höhe von jährlich rund 45 Millionen Franken. Dieser Beitrag bleibt in den nächsten Jahren stabil, auch im Vergleich zur Vorperiode. Man kann hier also nicht von einem Fass ohne Boden sprechen.

Zur Ausbildung: Einen Nutzen für die Ausbildung der Soldaten der Schweizer Armee ergeben ja nicht nur Kampfhandlungen. Zum Glück sind wir im Moment nicht in solche involviert. Es gibt auch andere Aufgaben, logistische Aufgaben beispielsweise oder Aufgaben im Nachrichtendienst – um zwei Beispiele für Aufgaben zu nennen, bei denen jetzt gerade Schweizer Vertreter in Kosovo engagiert sind. Sie wissen ja ganz genau, dass ohne Logistik und ohne Nachrichtendienst bei der Armee überhaupt nichts geht.

Zu Herrn van Singer: Er hat die Auffassung geäussert, dass das militärische Engagement zurückgefahren und im Gegensatz dazu das zivile Engagement erhöht werden solle. Ich denke, es braucht in Kosovo beides; das eine schliesst das andere nicht aus. Gerade im zivilen Bereich ist es ja so, dass die kosovarischen Sicherheitskräfte die Sicherheit noch nicht garantieren können; sie sind noch nicht so weit, und sie geniessen noch nicht das notwendige Vertrauen der Bevölkerung. Die KFOR hingegen und insbesondere auch die Swisscoy geniessen dieses Vertrauen; es ist vorhanden. Ich denke, es ist deshalb sinnvoll, wenn die KFOR diese Aufgaben noch übernimmt. Dies gilt insbesondere auch deshalb, weil die zivilen Kräfte die Aufgaben, die jetzt wahrgenommen werden, nicht in der gleichen Art und Weise wahrnehmen könnten.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Fischer, Sie haben die friedenserhaltende Mission angesprochen. Wie kann diese in Zukunft aufrechterhalten werden, wenn andere Länder die schweren Truppen zurückziehen?

Fischer Roland (GL, LU), für die Kommission: Es ist tatsächlich so: Die KFOR plant, ihre Truppenstärke in einem nächsten Schritt zu reduzieren, aber sie wird ihre Truppen nicht ganz abziehen. Ich denke, die Sicherheit kann gewährleistet werden; insbesondere auch deshalb, weil sich die Sicherheitslage in einzelnen Regionen Kosovos schon seit langer Zeit stark verbessert hat. Im Süden ist die Lage relativ stabil, und für die anderen Regionen wird die KFOR die Stärke ihrer Truppen so bemessen, wie das aus Gründen der Sicherheit nötig ist.

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Clottu ab.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.104/10 015)
 Für Eintreten ... 116 Stimmen
 Dagegen ... 56 Stimmen
 (9 Enthaltungen)

Bundesbeschluss über die Verlängerung der Schweizer Beteiligung an der multinationalen Kosovo Force (KFOR)

Arrêté fédéral portant prolongation de la participation de la Suisse à la Kosovo Force multinationale (KFOR)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Clottu, Borer, Bortoluzzi, Fehr Hans, Geissbühler, Mahrer, van Singer, von Siebenthal)

... mit maximal 220 Armeeangehörigen ...

Antrag Rutz Gregor

... wird genehmigt. Es handelt sich dabei um die letztmalige Verlängerung des Einsatzes. Der Bundesrat trifft alle erforderlichen Massnahmen, um den Swisscoy-Einsatz spätestens bis zum 31. Dezember 2017 zu beenden.

Schriftliche Begründung

Seit sich die Schweiz mit einem Kontingent an der KFOR beteiligt, d. h. seit Oktober 1999, hat sich diese stark verändert. Viele Staaten haben ihr Engagement massiv zurückgefahren. In mehreren Reduktionsschritten wurde der Bestand von ursprünglich über 50 000 Personen auf derzeit etwa noch 5000 Personen reduziert. Der derzeitige Personalbestand soll mit dem nächsten geplanten Reduktionsschritt auf etwa 2500 Personen halbiert werden. Das werden dann gerade noch 5 Prozent des anfänglichen Bestandes sein. Bei fortschreitendem Rückzug der anderen Länder fällt das Engagement der Schweiz prozentual immer stärker ins Gewicht. Das kann, auch mit Blick auf die grundsätzlichen Neutralitätspolitischen Schwierigkeiten, nicht im Sinne der Schweiz sein. Es ist darum wichtig, dass die Schweiz frühzeitig den definitiven Abzugstermin beschliesst, kommuniziert und dann die notwendigen Schritte für einen geordneten und stufenweisen Abbau einleitet. Weil die frühzeitige Kommunikation des Abbaus und des Abzuges auch ein Gebot der Fairness gegenüber den anderen KFOR-Staaten ist, muss bereits jetzt ein verbindliches Datum für den Rückzug des Kontingents bestimmt werden. Zudem ist daran zu erinnern, dass die Schweiz in Kosovo sowie auch sonst auf dem Balkan am Staatsaufbau mitwirkt, wie der Botschaft zur Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes entnommen werden kann. Diese Hilfe ist von einem Abzug des Schweizer Kontingents nicht betroffen: Die Schweiz hat die Unmik bei den Bestrebungen, eine Zivilverwaltung aufzubauen, in der Vergangenheit mit zivilen Experten unterstützt. Ein solches Engagement ist weiterhin möglich. Die Schweiz unterstützt die Eulex in den Bereichen Migration, Verfolgung von Kriegsverbrechen und organisierter Kriminalität, Zeugenschutz und Menschenrechte. Aktuell sind sechs Personen im Einsatz. Die Schweiz hat die OSZE in Kosovo in der Vergangenheit stark unterstützt und stellte 2007/08 den Missionschef. Momentan ist eine Person im Bereich Demokratisierung und Dezentralisierung im Einsatz. Weitere Personen sind in Rekrutierung. 2014 finden in verschiedenen Ländern Südosteuropas Wahlen auf nationaler, regionaler oder kommunaler Ebene statt. Die Schweiz unterstützt die OSZE und hilft so bei der Durchführung freier und fairer Wahlen mit. Fazit: Die Schweiz ist daran, von der internationalen Entwicklung betreffend KFOR überholt zu werden. Es ist somit an der Zeit, die starre Fokussierung auf Kosovo aufzugeben. Ein Entscheid zum Rückzug des Kontingents bis spätestens Ende 2017 ist die angemessene Antwort auf die neue Situation. Die Schweiz wird dann bald zwanzig Jahre in Kosovo aktiv gewesen sein; nach so langer Zeit – fast eine Generation – muss das Land selbst für seine Stabilität sorgen können, sonst wird es den Schritt in die Eigenverantwortung und Unabhängigkeit nie tun.

Art. 1*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Clottu, Borer, Bortoluzzi, Fehr Hans, Geissbühler, Mahrer, van Singer, von Siebenthal)

... de 220 militaires au plus de l'armée ...

Proposition Rutz Gregor

... est approuvé. Il s'agit en l'espèce de la dernière prolongation de l'engagement en question. Le Conseil fédéral prend toutes les mesures qui s'imposent afin que l'engagement de la Swisscoy se termine le 31 décembre 2017 au plus tard.

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Herr Clottu hat seinen Minderheitsantrag bereits begründet. Der Herr Bundesrat und die Berichterstatter verzichten auf das Wort.

*Erste Abstimmung – Premier vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 13.104/10 016)*

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 64 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 13.104/10 017)*

Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen

Für den Antrag Rutz Gregor ... 50 Stimmen

(15 Enthaltungen)

Art. 2, 3*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 4***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Rutz Gregor

... über den Einsatz vor. Darin werden sämtliche Schritte aufgezeigt, welche zur Beendigung des Swisscoy-Einsatzes eingeleitet wurden.

Art. 4*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Rutz Gregor

... sur l'engagement. Le rapport en question fait état de toutes les démarches entreprises dans la perspective de l'arrêt de l'engagement de la Swisscoy.

*Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 13.104/10 018)*

Für den Antrag der Kommission ... 120 Stimmen

Für den Antrag Rutz Gregor ... 49 Stimmen

(13 Enthaltungen)

Art. 5*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 13.104/10 019)*
Für Annahme des Entwurfes ... 116 Stimmen
Dagegen ... 52 Stimmen
(13 Enthaltungen)

13.090

**Schutz der Kulturgüter
bei bewaffneten Konflikten.
Bundesgesetz. Totalrevision
Protection des biens culturels
en cas de conflit armé.
Loi fédérale. Révision totale**

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 13.11.13 (BBI 2013 8987)
Message du Conseil fédéral 13.11.13 (FF 2013 8051)
Nationalrat/Conseil national 13.03.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Haller Vannini Ursula (BD, BE), für die Kommission: Ich erlaube mir, Ihnen das Gesetz kurz vorzustellen und vor allem auf die Beweggründe einzugehen, weshalb es einer Totalrevision bedarf. Das geltende Bundesgesetz über den Schutz der Kulturgüter bei bewaffneten Konflikten (KGSG) entstand unter dem Eindruck der massiven Zerstörungen während des Zweiten Weltkrieges. Seither hat sich die Gefahren- und Bedrohungslage stark gewandelt. Deshalb soll der Geltungsbereich des KGSG erweitert werden. Neben Massnahmen zur Prävention und Schadensbewältigung im Hinblick auf einen bewaffneten Konflikt sollen neu auch solche im Zusammenhang mit natur- oder zivilisationsbedingten Katastrophen und Notlagen erfasst werden. Die Erfahrungen – etwa beim Brand der Kapellbrücke in Luzern oder bei den Hochwassern von 2005 und 2007 – bestätigen die Notwendigkeit einer solchen Erweiterung.

Mit der Revision des KGSG werden ebenfalls neue Bestimmungen des internationalen Rechts in der Schweizer Gesetzgebung umgesetzt. Mit dem Zweiten Protokoll zum Haager Abkommen für den Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten aus dem Jahre 1954 ist 2004 für die Schweiz eine neue völkerrechtliche Grundlage verbindlich geworden. Das Zweite Protokoll schafft für Kulturgüter unter der Bezeichnung «verstärkter Schutz» eine neue Kategorie sowie die Möglichkeit zur Errichtung eines Bergungsortes. Ein Bergungsort ist ein Aufbewahrungsort für bewegliche Kulturgüter, die im Besitzer- oder Eigentümerstaat akut gefährdet sind und für eine begrenzte Zeit im Ausland aufbewahrt werden sollen. Die Schweiz ist übrigens das erste Land, das ein entsprechendes Angebot schafft.

Die Inkraftsetzung der Revision ist für den 1. Januar 2015 geplant.

Vielleicht noch etwas zum Titel: Die mit der Revision vorgenommenen Neuerungen und Ergänzungen werden auch Eingang in den Titel des Gesetzes finden. Neu wird der Titel lauten: «Bundesgesetz über den Schutz der Kulturgüter bei bewaffneten Konflikten, bei Katastrophen und in Notlagen». Aus den eingangs gemachten Überlegungen und Erwägungen, aber auch im Wissen darum, dass das Kulturgüterschutzgesetz in der Vernehmlassung auf breite Akzeptanz stiess, beantragt Ihnen die Sicherheitspolitische Kommission Ihres Rates einstimmig – wir haben darüber am 18. Februar 2014 beraten –, auf die Vorlage einzutreten und dieser Totalrevision zuzustimmen. Zu den in der Fahne ersichtlichen Minderheitsanträgen werde ich mich bei Bedarf später äussern.

Hiltbold Hugues (RL, GE), pour la commission: Ce projet prévoit de réviser la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Je souhaiterais rappeler au

préalable que la loi en vigueur a été édictée en réponse aux destructions massives de biens culturels survenues pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, la situation a changé, les dangers et les menaces ont fortement évolué. Il convient donc d'étendre le champ d'application de cette loi en ajoutant aux mesures de prévention et de gestion des dommages occasionnés par des conflits armés – comme le droit en vigueur le prévoit –, des mesures de prévention et de gestion des dommages causés par les catastrophes et les situations d'urgence naturelles ou anthropiques.

Avec cette révision, de nouvelles dispositions du droit international seront inscrites dans la législation suisse.

La commission a adopté à l'unanimité, le 18 février dernier, le projet de révision totale de cette loi. Elle a considéré qu'il était nécessaire que la protection des biens culturels bénéficie de bases légales étendues, notamment parce que la situation et les risques ont bien changé depuis l'entrée en vigueur de cette loi en 1966.

La commission a soutenu l'extension de l'éventail des domaines dans lesquels les cantons doivent planifier des mesures d'urgence et le renoncement au caractère exhaustif de l'énumération contenu dans le projet du Conseil fédéral.

Je vous invite donc, au nom de la commission – qui a pris sa décision à l'unanimité –, à adopter ce projet de révision totale de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Schläfli Urs (CE, SO): Kulturgüter sind ein wichtiger Bestandteil unseres Landes und wichtig für die Bewohner. Sie sind Ausdruck unserer Tradition, Zeugen unserer Geschichte und Teil unserer Identität. Ohne entsprechende Vorräte und Schutz sind diese Objekte jedoch in Gefahr oder sogar der Zerstörung ausgesetzt, und dann sind sie für immer verloren. Dies wurde uns im Zweiten Weltkrieg deutlich vor Augen geführt und ist in Krisengebieten leider bis heute Realität.

Vor diesem Hintergrund ist das heute bestehende Gesetz entstanden. Es regelt den Kulturgüterschutz bei kriegerischen Auseinandersetzungen, jedoch wurden die Gefahren durch Katastrophen und Notlagen in Friedenszeiten nicht ins Gesetz aufgenommen. Gerade bei uns in der Schweiz ist die Wahrscheinlichkeit einer Zerstörung durch Naturkatastrophen und Notlagen aber weitaus höher einzuschätzen als jene einer Zerstörung durch kriegerische Ereignisse. Feuer-, Wasser- und andere Elementarschäden sind eine latente Gefahr für unsere Kulturgüter.

Wir unterstützen deshalb diese Gesetzesrevision, welche eben für Friedenszeiten eine Erweiterung der Schutzmassnahmen für solche Güter vorsieht. Präventive Massnahmen sind dabei ein wichtiger Bestandteil. Schutz vor Ort sowie die Möglichkeit der Verlagerung von beweglichen Gütern an einen sicheren Ort sind dabei zentral. Wir unterstützen die Absicht, dass Depotstandorte bestimmt werden sollen, an welchen bewegliche Objekte vorübergehend sicher gelagert werden können. Dies soll vom Bund, aber auch von den Kantonen entsprechend der historischen Bedeutung umgesetzt werden.

Es liegt aber auch auf der Hand, dass nicht jedes Objekt vor jedem Ereignis ausreichend geschützt und vor der Zerstörung bewahrt werden kann. Für diese Fälle sollen, wie es heute bereits vorgesehen und auch praktiziert wird, eine ausreichende Sicherstellungsdokumentation und fotografische Sicherungskopien erstellt werden. Einmal zerstörte Objekte könnten ohne solche Massnahmen nicht mehr nachgebildet werden und wären für die Nachwelt für immer verloren. An die Kosten dieser Dokumentation zu Kulturgütern von regionaler Bedeutung durch die Kantone kann der Bund zudem Beiträge von bis zu 20 Prozent sprechen. Diese Regelung ist nicht neu. Diese Bundesbeiträge kommen dann zum Tragen, wenn es sich um grössere Projekte handelt und die Kantone die finanziellen Auswirkungen nicht selber tragen können. Mit dieser Kann-Formulierung muss der Bund nicht Klein- oder Kleinstprojekte mitfinanzieren. Es findet keine Bagatellsubventionierung statt, welche administrativ aufwendig, aber wenig zielführend wäre. Die heutige